

La Shareish sur le gâteau de la solidarité

Interview de Raphaël Marée

Shareish.org (1) (pour share and cherish) est une plate-forme open-source qui facilite diverses formes de solidarité, de don et d'échanges, gratuitement et sans intermédiaire. Rencontre et conversation avec Raphaël Marée (2), initiateur de ce projet et chercheur à l'ULiège, sur, entre autres les origines du site, la solidarité, la gratuité et son financement, l'économie du don, les systèmes de notation du web participatif et les magasins gratuits.

Shareish.org

Dès la page d'accueil, le site annonce la couleur : «Shareish est une plate-forme open-source qui facilite diverses formes de solidarité (dont l'entraide et l'échange généralisé, inspirés par l'économie du don). Sur Shareish, tout est gratuit, aucune monnaie réelle ou virtuelle n'est utilisée. Tout le monde est libre de demander ou de proposer des aides matérielles, manuelles, intellectuelles, ou logistiques et d'agir concrètement de manière solidaire, de façon régulière ou occasionnelle.»

1 : Curseurs : Concrètement, c'est quoi «Shareish» ?

Raphaël Marée : C'est une plate-forme qui vise à faciliter les actes de solidarité, sans intermédiaire monétaire. On a observé, pendant les inondations qui ont eu lieu à Liège en juillet 2021, mais aussi avant, pendant le Covid, des personnes qui ne savaient pas se déplacer ou avaient besoin d'aide pour aller chercher leurs courses ou des médicaments, qui avaient besoin d'être conduites à tel endroit, ou d'un équipement pour déshumidifier leur logement. Par ailleurs, beaucoup de personnes ont des choses dont elles n'ont plus besoin. Cela va des vêtements d'enfants, inutilisés quand ceux-ci grandissent, à des outils ou des appareils qu'on ne considère plus d'actualité et dont on veut se séparer, mais qui peuvent convenir à d'autres personnes, en passant par des livres, qu'on veut pouvoir donner ou prêter, ou encore le surplus de production dans un potager ou un verger. C'est là qu'agit *Shareish*, une plate-forme qui permet d'annoncer des dons, des prêts, des demandes d'aide logistiques ou autres, et plus généralement des événements qui tournent autour du gratuit.

Toujours dans cet esprit de solidarité, *Shareish* permet de visualiser et ajouter tout ce que nous avons appelé des ressources publiques gratuites, comme des boîtes à livres, des boîtes à dons, des frigos solidaires, des magasins gratuits... On a aussi mis dans l'outil les sources d'eau potable gratuites. Ces données viennent d'OpenStreetMap (voir notre article «**Libre comme l'air**» p.20), ou encore de «*Falling Fruit*», une autre plate-forme qui vise à référencer les lieux où l'on peut glaner et grappiller des fruits ou des plantes comestibles sur la voie publique. L'idée est de rendre visible des ressources gratuites dont on n'a pas forcément conscience. J'ai rencontré par exemple des personnes qui ne savaient pas que trois rues plus loin de chez elles, il y avait un frigo solidaire...

Une carte pour visualiser tout ce qui est gratuit

J'ai parlé de la «plate-forme» jusqu'à présent, mais l'interface principale de *Shareish*, c'est d'abord une carte, basée sur OpenStreetMap. Et contrairement à Google Maps, plutôt que de visualiser toutes les entités commerciales – les magasins, les restaurants, etc –, sur

Shareish on voit les ressources publiques gratuites, ainsi que les dons, les demandes d'aides, ou les annonces d'événements gratuits des utilisatrices. Puisque, quand l'utilisatrice crée du contenu, il peut directement le localiser sur la carte, c'est aussi l'utilisatrice qui décide de la précision de la localisation. Pour des raisons de vie privée, ce n'est

pas obligatoire de mentionner précisément son adresse quand on a un appareil à donner. On peut simplement dire que «c'est dans ce quartier-là»... Et l'outil intègre un système de notifications par mail qui permet aux utilisatrices d'être tenues au courant des nouveautés, de nouvelles ressources publiques, des nouveaux dons, de nouveaux événements qui se produisent à proximité. Les événements gratuits, c'est par exemple des Repair Cafés, des donneries, ou ce qu'on appelle aussi parfois des «*gratifieria*», des marchés ponctuels où tout est à donner.

Shareish «centralise» en quelque sorte toutes les pratiques de solidarité gratuite. Cela permet aussi certaines pratiques inter-personnelles indirectes où des choses sont données sans que les personnes ne se rencontrent forcément, en utilisant des lieux publics : une personne peut ainsi dire «j'ai déposé ce livre dans telle boîte à livres».

Quand on interroge les usages que la plateforme pourrait avoir, on imagine en outre que *Shareish* pourrait aussi favoriser la mutualisation des équipements. On n'a peut-être pas tous les besoin d'avoir une tondeuse, un appareil à raclette... Il y a beaucoup d'objets qu'on n'utilise pas tous les jours et qui pourraient être mieux partagés. Quand j'imagine le futur, je me dis que, si on commence à se rendre compte qu'on a moins besoin de voitures, ça veut dire aussi qu'on a moins besoin de garages pour les garer. Peut-être pourrait-on transformer quelques garages en des lieux de dépôts pour les équipements mis en commun pour la rue? La plate-forme pourrait aider à gérer les périodes de «location» de ces équipements...

2 : C'est à côté de tes activités principales de chercheur que tu as initié le projet «Shareish». Quelle est son origine?

R.M. : *Shareish* a démarré sous la forme d'un travail de fin d'études que j'ai proposé à un étudiant en avril 2021. Les inondations qui ont eu lieu peu après, n'ont fait que renforcer l'impression du besoin d'un outil comme *Shareish*.

Je me suis rendu compte que, si on voulait partager et donner des choses, se tenir au courant de tout ce qui se passait autour du gratuit, on était obligé de passer par des plate-formes mainstream, commerciales et propriétaires, comme Facebook pour ne pas la nommer.

Après les inondations, beaucoup de gens étaient dans le besoin, et organiser la solidarité, ce n'était pas si évident. Tout cela a renforcé mon impression de la nécessité d'un outil pour faciliter les actes de solidarité et répondre à des besoins d'aide inconditionnelle. Car on parle bien ici de solidarité non monétaire et sans attente explicite de retour.

Une première version de la plate-forme est sortie fin août 2022, grâce au travail de fin d'étude de l'étudiant. On y a encore travaillé pendant plusieurs mois et sa mise en ligne s'est faite début 2023. J'y travaille aussi sur mon temps libre en dehors de mon contrat à temps partiel avec l'ULiège. À l'université, on a parfois la chance de ne pas devoir trop cadrer son travail et pouvoir proposer des initiatives personnelles qui débouchent néanmoins sur des résultats scientifiques.

Aujourd'hui c'est encore assez discret, car on n'a pas fait énormément de publicité.

3 : Comment s'articule-t-il avec tes autres travaux à l'université?

R.M. : Le fil conducteur de mes travaux, c'est de développer des outils qui favorisent la collaboration et l'entraide, et qui sont open-source aussi. Par exemple, le logiciel CYTOMINE (3) – sur lequel je travaille par ailleurs – est une plate-forme web dédiée à la collaboration. Plusieurs utilisatrices peuvent s'y connecter pour consulter des images médicales, les annoter, partager les données, exécuter des algorithmes d'intelligence artificielle, puis les corriger, etc.

Shareish est aussi une plate-forme de collaboration, mais pour la société civile, pour les citoyens. Des technologies similaires sont toutefois utilisées comme le machine learning. Quand les utilisatrices ajoutent l'image de ce qu'ils veulent donner, un algorithme de reconnaissance d'image aide à remplir automatiquement certains éléments dans le petit formulaire que la personne doit compléter pour ajouter du contenu, comme la catégorie. Si c'est un livre et que l'on ajoute une photo de la couverture, l'algorithme essaye par exemple de détecter le texte sur l'image afin que la description de l'objet soit automatiquement remplie.

On se dit qu'en analysant le contenu d'une image, qui est finalement ce que je fais depuis une vingtaine d'années dans le domaine biomédical, on peut aussi aider les utilisatrices à créer du contenu quand la difficulté d'encodage peut être une barrière. Donc le lien avec mes autres travaux est à la fois technologique et «philosophique» sur l'aspect collaboration.

I : Et l'open-source, l'open data ?

R.M. : Dans le domaine scientifique, c'est pour moi vital de développer des outils qui soient totalement transparents. On est supposé fournir des travaux qui sont reproductibles. Or, on peut, dans un article, décrire un algorithme, une plate-forme, comment elle fonctionne, etc. Mais ce n'est jamais assez précis que pour permettre de complètement reproduire son travail.

Shareish utilise la logique des containers informatiques pour lesquels on connaît et documente exactement la version de chacune des librairies utilisées. Cela permet d'être certain qu'une autre personne peut reproduire exactement l'environnement d'exécution d'un algorithme ou de la plate-forme dans son ensemble. Je pense que d'un point de vue scientifique, la seule façon d'être vraiment reproductible, c'est de faire de l'open science, donc de l'open-source et de l'open data.

Pour les chercheurs, l'open-source est aussi une garantie d'autonomie et de contrôle de leur processus de recherche. Beaucoup de chercheurs se sont rendus compte des problèmes que pouvait engendrer cette dépendance à l'utilisation d'un logiciel maintenu par une structure commerciale. Une telle structure peut disparaître du jour au lendemain, décider de ne plus commercialiser le logiciel, en supprimer ou en remplacer des fonctionnalités, ou bien les rendre très chères – il y a eu de nombreux cas dans le domaine biomédical. C'est aussi le cas des API (pour Application Programming Interface) d'extraction des données de réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter/X. Pour certains chercheurs, il a été difficile de poursuivre leur recherche après que Twitter a décidé de changer d'API ou de la rendre payante. En fait ils et elles ne contrôlaient pas leur principal outil de travail.



Pourtant, dans la recherche, ce contrôle est essentiel. Aujourd'hui, dans de nombreux domaines, de plus en plus de chercheurs ne veulent donc faire quasiment plus que de l'open-source, afin de garder cette autonomie et ce contrôle, et pour pouvoir inspecter le code et le modifier.

I : Le choix de l'open-source garantit en quelque sorte la pérennité d'un projet comme Shareish ?

R.M. : L'open-source à lui seul ne garantit pas la pérennité : beaucoup de projets open-source disparaissent, et nombreux sont ceux qui reposent sur quelques personnes seulement... Dans certains cas, on s'est même rendu compte que des outils open-source pour des protocoles vitaux dépendaient de la bonne volonté d'une seule personne!

Mais dans ma vision des choses, il est toujours préférable de faire de l'open-source, parce que, même si les personnes qui sont à la base d'un projet disparaissent, « l'objet » – le code, le logiciel – est toujours là et le projet peut être repris par d'autres.

I : À ce propos, comment vois-tu le futur de Shareish, et le modèle économique qui répondrait à ses besoins? En comparaison avec des choses similaires, parfois propriétaires?

R.M. : Effectivement, il existe d'autres plates-formes de ce type, à l'initiative de start-ups qui essaient de surfer sur la vague du don et de la solidarité. Mais ce sont en fait des structures commerciales classiques, qui, pour survivre, doivent faire en sorte que cela soit rentable – et se financent souvent par la publicité. Or, comme on peut le voir via des entretiens ou observations en ligne, beaucoup de personnes vont sur ce genre d'outils par altruisme, pour le fait de donner et pour la solidarité, et non pour « subir » des publicités qui vont bénéficier à des structures qui ne sont pas du tout dans la même philosophie.

Certaines plates-formes proposent aussi des abonnements « premium » qui sont payants, éventuellement « sans pub ». On paye alors pour voir du gratuit, ou pour pouvoir interagir avec les autres personnes qui donnent. Et entre les deux, un intermédiaire se fait de l'argent.

C'est évidemment compréhensible que n'importe quelle plate-forme, avec son infrastructure, a besoin de financement pour fonctionner. Mais on peut se demander quelle est la limite à cela. Lorsqu'un outil propose un abonnement payant, on observe des commentaires d'utilisateurs fâchés qui abandonnent la plate-forme, considérant que l'idée de départ du don et de la solidarité a été pervertie par une énième start-up tentant de faire des profits sur la générosité des autres.

Comme nous ne voulons pas aller vers ces modèles de financement « classiques », trouver les moyens de développer *Shareish* avec de nouvelles fonctionnalités, reste assez délicat. On cherche donc un modèle économique qui permette de rester cohérent avec l'idée générale du projet. Donc plutôt des financements publics, ou via des fondations. Mais les financements publics n'échappent pas toujours à la logique marchande. Quand on dépose des projets de recherche dans le domaine scientifique, il est souvent nécessaire de montrer qu'on peut les valoriser financièrement, et on retombe alors dans le schéma classique des start-up...

Il y a aussi des fondations qui pourraient être intéressées. J'ai par exemple déposé une demande de financement auprès de la fondation NLnet aux Pays-Bas qui finance des projets pour un « futur d'internet », qui pour elbux, se construit avec des outils open-source, décentralisés et fédérés.

Et même s'il est encore trop tôt pour l'envisager, éventuellement créer nous-mêmes une fondation, une copérative à finalité sociale ou ce genre de choses.

I : D'ailleurs, quelle option choisir entre une plate-forme centralisée ou décentralisée et fédérée?

R.M. : Si actuellement shareish.org est utilisée pour nos recherches et mise à disposition de tous, je ne suis pas sûr qu'on veuille aller dans la direction d'une seule instance qui centralise tout.

C'est aussi pour cela qu'on a sollicité NLnet, afin d'avoir des financements pour investiguer et développer la plate-forme selon une architecture qui permette la décentralisation et la mise en relation d'instances autonomes, telle qu'elle se pratique dans le « Fédiver ». Je préférerais cela pour toutes sortes de raisons, qu'elles soient philosophiques, techniques, mais aussi de maintenance : avoir une seule et même entité, même si le logiciel est open-source, reviendrait à un modèle comme Facebook, avec une seule entité qui gère et qui modère la plate-forme.

Mais le modèle de la fédération nécessite des développements supplémentaires. Elle implique aussi que des communautés, des quartiers, des villes, se rendent compte que ces plate-formes ont des coûts et des besoins de développement, de maintenance, de modération... L'idéal est probablement que ces entités dédient du budget et gèrent elles-mêmes ce type de logiciels à une échelle plus locale. Cela évite aussi que des données privées ne circulent n'importe où.

I : Quel serait le rôle d'une fondation si les entités locales gèrent leur propre instance de la plate-forme?

R.M. : Une fondation pourrait gérer la communauté open-source et conseiller les communautés locales. On a des procédures d'installation et une bonne documentation, mais on pourrait aider à particulariser le logiciel. Je pense aussi qu'il faut des animateurs, des facilitateurs à l'utilisation de la plate-forme. C'est difficile de prédire le futur...

Si dans l'idéal *Shareish* pourrait être utilisé par tout le monde, chacun n'est pas forcément à l'aise avec les interfaces de type carte. Pour favoriser l'ajout de contenu, on pourrait imaginer que des personnes et des groupes parcourent la ville pour ajouter toutes les ressources gratuites. Il serait intéressant d'animer ces groupes et de les former. Je pense que, s'il y a un potentiel intérêt dans une structure de type fondation, ce serait donc plutôt pour aider à décentraliser.

I : La question ne serait-elle pas de réussir à fédérer de vraies communautés, suffisamment larges que pour pérenniser les projets?

R.M. : Qui dit communauté dit aussi forcément un financement... Ou alors on va encore plus loin sur la question politique : « *Quid de revenus universels garantis?* ». Je pense qu'il y a beaucoup de personnes qui peuvent contribuer à des projets comme celui-ci, mais qui n'en ont pas forcément les moyens parce qu'elles sont obligées d'avoir un salaire par ailleurs. Et qu'après elles n'ont plus vraiment le temps d'y contribuer...

I : Oui, c'est toute la question du bien commun et du temps qu'on y consacre... Parce que le financement de ce type de projet, c'est aussi et d'abord financer du temps.

R.M. : On peut imaginer toutes sortes de choses qui ne sont pas là pour le moment. Pourquoi ne travaillerait-on pas encore un peu moins pour qu'une partie du temps libéré soit dédié à des actions plus communautaires? C'est quand même un peu triste qu'il faille aller aux Pays-Bas pour financer un projet open-source.

Je regarde aussi s'il n'existerait pas déjà des fonds wallons dédiés à ce type de projets, mais ce n'est pas quelque chose qu'on trouve en trois clics de souris... C'est clairement peu évident de financer des projets open-source à vocation non commerciale, pour le bien commun. Et il faut parfois avoir la chance de tomber sur la bonne personne qui va ouvrir un champ de possibilités.

À l'Université, ce n'est pas forcément facile non plus, même si, du côté d'un service qui réfléchit à la transition sociale et environnementale, le projet est bien accueilli. Il y a aussi des personnes qui travaillent dans tout ce qui est économie sociale, etc. C'est vers ces personnes qu'on va aller pour construire quelque chose, même si les fonds seront probablement inférieurs à ce qu'on peut trouver dans la voie commerciale.

Il y a encore la possibilité de faire du *crowdfunding*, mais est-ce pérenne?

J'ai des retours très positifs dans le domaine des sciences humaines, des sciences sociales, et dans tout ce qui est transition, écologie, etc. Il est probablement possible de faire quelque chose avec ces personnes-là. Il commence aussi à y avoir des communautés, en informatique aussi, qui s'intéressent à des questions comme « *Quel est le rôle de l'informatique dans la société dans laquelle on vit?* », ou « *Comment transitionner l'informatique vers quelque chose de plus durable et de plus solidaire?* »

Donc voilà, les risques, c'est le modèle économique et sa pérennité, mais je n'ai pas l'impression qu'on ait fait une erreur en allant vers l'open-source. S'il est probablement trop tôt pour trouver un modèle à long terme pour *Shareish*, il y a diverses pistes qu'on va investiguer dans les prochains mois et prochaines années. Et aussi sensibiliser les pouvoirs publics.

I : Et peut-être, avec des économistes, reconstruire d'autres modèles économiques?

R.M. : Oui, dans les interstices du capitalisme. On dit souvent que le capitalisme domine. Évidemment c'est le cas, mais il y a toutes sortes d'économies alternatives qui existent, les économies de don, de partage. Et des formes d'organisations, que ce soit des fondations, des coopératives, des communautés informelles, etc. Ce sont toutes sortes de choses qui

sonst déjà là et qu'il faut mettre ensemble, et créer des liens entre ces structures, quand ils sont nécessaires. J'essaie de rester optimiste et de créer des choses, de voir ce que cela donne : on expérimente. C'est à la fois une expérimentation technique, mais aussi une expérimentation sociale.

I : Pour le futur, ne serait-il pas intéressant de réfléchir à la façon dont on modère une telle plate-forme?

R.M. : On nous a déjà posé la question : « *Est-ce que vous allez mettre en place un système de réputation?* ». Nous, ce qu'on a envie de faire, c'est favoriser les « bons comportements » entre guillemets, plutôt que de pénaliser et traquer à tout prix les mauvais. Cela dit, il peut y avoir des bots qui viennent polluer une plate-forme. Et il peut y avoir des gens agressifs qui harcèlent d'autres personnes. On peut envisager aussi dans le futur de mettre en place des protections, par exemple la possibilité pour une personne de bloquer les messages d'une autre...

Cela pose la question de la gestion des conflits qui peuvent éventuellement arriver au sein de la communauté. Qui va décider? Est-ce qu'on utilise le concept d'administrateurs qui, de manière unilatérale, vont modérer et supprimer des contenus? C'est quelque chose qu'on observe sur les groupes Facebook par exemple, ou une personne le crée, et ensuite on a quelques administrateurs qui vont décider de ce qu'on y publie, des droits de chacun, etc. On aimerait aussi investiguer des modèles d'organisations plus collectives. Mais ce n'est pas que technique évidemment, car c'est une question de politique organisationnelle...

I : Cela me fait penser au livre *La Nouvelle Guerre des étoiles* de Vincent Coquaz & Ismaël Halissat. Une enquête sur la notation de chacun par le biais des plates-formes, de ses effets pervers... C'est un choix politique d'utiliser ou pas ces systèmes de réputation. La décentralisation, revenir à des échelles plus réduites et plus locales, est peut être un atout?

R.M. : Oui, on devine l'intérêt des systèmes d'étoiles lors d'un échange avec une personne qu'on ne connaît pas. Cela peut rassurer de savoir que jusque-là, cela s'est bien passé avec elle... C'est utile lorsque l'échange se passe avec une personne qui est relativement éloignée, comme dans l'exemple classique d'Airbnb où cette personne est dans une autre ville. Mais si l'on ramène cela à une échelle plus locale, à quelques rues de chez soi, peut-être que cette notation est moins nécessaire, car on va probablement croiser régulièrement cette personne dans la rue, à l'épicerie du coin. Et donc cela peut probablement s'autoréguler comme ça...

C'est difficile de mettre en place des outils technologiques pour favoriser des liens sociaux. Comment les organiser sans mettre la pression sur les gens, sans les réduire à un numéro, à trois ou quatre étoiles...

I : Oui, et comment ne pas engendrer « la course à la bonne note »?

R.M. : Il y a aussi des recherches sur ces questions. Si pour les personnes qui participent à des systèmes d'échange, les notes peuvent avoir un aspect positif, il faut cependant les relativiser, notamment sur l'aspect de la communication. Si par exemple deux personnes veulent échanger un objet, et que pour une raison quelconque une des deux ne sait pas venir au rendez-vous, celle-ci a-t-elle la possibilité de communiquer rapidement sur la plate-forme? On pourrait lui mettre une mauvaise note pour cela, alors que c'est peut-être aussi à la plate-forme de faciliter la communication et les « bons » comportements...

I : Et parfois sortir de la communication par l'intermédiaire du numérique, pour favoriser les échanges directs où les gens se parlent? Pour que les choses se passent de manière beaucoup plus tangible, hors d'un certain « minimalisme » induit par la technologie?

R.M. : C'est pour cela que j'aimerais que la plate-forme permette de recréer des liens « *off-line* ». Ou des lieux aussi. Comme avec l'exemple des garages que je donnais plus tôt. Mais ça peut venir des événements, et c'est la raison pour laquelle on a intégré la possibilité de les annoncer, pour favoriser les rencontres.

On est allés voir un magasin gratuit près de Gand. C'est une initiative que je trouve géniale! C'est dans un squat, donc un bâtiment inoccupé, qui se trouve au bord d'une grand-route où il y a beaucoup de magasins « normaux ». La vitrine est bien aménagée. Quand on passe devant, on a l'impression que c'est un magasin vintage qui vend des vêtements de seconde main. Mais en fait, à l'intérieur, tout est gratuit! On prend ce qu'on veut. Ils ont réussi à créer un lieu qui ressemble à un lieu commercial, mais qui en fait ne l'est pas, et dans lequel il y a toujours une présence.

Ils essayent de discuter avec les gens qui passent, car beaucoup de personnes arrivent en pensant que c'est un magasin « normal », alors que ça ne l'est pas, ce qui permet de discuter de la philosophie derrière le projet, du don, de l'entraide, de la surproduction de vêtements... En fait ils croulent sous les vêtements qu'on leur donne! Le magasin n'est pas très grand, ils trient beaucoup et font une grosse sélection, mais il y a une telle surproduction textile qu'ils en reçoivent beaucoup trop. Ils en arrivent presque à devoir insister auprès des visiteurs : « *allez-y, prenez vraiment tout ce que vous voulez!* »

C'est un très bel exemple, et on a beaucoup appris de cette initiative. On vit dans un monde de surproduction et il y a énormément de déchets. Avec en parallèle énormément de personnes qui ont des besoins. Si on réorganisait la production et/ou la distribution, peut-être qu'il y aurait moyen de faire un peu moins « n'importe quoi ».

Maintenant, dans cet exemple gantois, ils ont « la chance » d'avoir moins de charges, puisqu'ils ne paient pas de loyer pour le squat. Donc il est probablement difficile de dupliquer l'idée n'importe où ailleurs... À Liège, par exemple, il y a beaucoup de vitrines qui sont vides. Pourquoi ne pas faire ce genre de choses? De manière temporaire ou permanente? Récupérer des lieux inoccupés et en faire des lieux d'entraide. Cela pourrait être très sympa! Mais bon... Même si la plate-forme *Shareish* ne va pas d'elle-même tout résoudre et mettre en place de telles initiatives, ça pourrait être cool si on contribue à ce genre de choses.

I. Propos recueillis par Erick Mascart le 18 mars 2024

(1) Shareish : <https://shareish.org/>

(2) Raphaël Marée est chercheur en informatique à l'Université de Liège où il mène des recherches sur la reconnaissance automatique d'images dans le domaine biomédical, et des développements de plates-formes facilitant la collaboration.

(3) CYTOMINE : <https://uliege.cytomine.org>



-
□
X

Acceptez-vous de vendre votre âme aux GAFAM ?

J'accepte
 J'accepte seulement la moitié